

DÉCLARATION PRÉALABLE CTSD DU MERCREDI 13 FÉVRIER 2019

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,
Pour le SNUipp-FSU, la communication ministérielle ne saurait tenir lieu d'une politique pour l'Éducation nationale à même de relever les défis actuels. Si l'efficacité de la stratégie médiatique n'est pas discutable, se voulant rassurante pour l'opinion conservatrice, elle ne cache pas une politique conservatrice qui modifiera en profondeur le service public d'éducation sans résoudre les problèmes des inégalités. C'est ce projet que le SNUipp-FSU oppose à celui du ministre.

Pour le SNUipp-FSU les dernières prises de position du ministre ne témoignent pas d'une conception ouverte de l'école et risquent au contraire d'ajouter à la confusion dans le débat public : citons les derniers éléments de communication sur la laïcité, la chorale, la dictée quotidienne, l'uniforme à l'école, le drapeau dans la classe ou la levée des couleurs le matin...

La FSU rappelle que la confiance ne se décrète pas, elle se construit à partir d'une écoute de l'expertise qu'ont les personnels de leurs métiers et du respect de leur engagement professionnel.

Pour le SNUipp-FSU, la préparation de rentrée est lourdement impactée par les choix budgétaires qui ne permettent pas de donner les moyens nécessaires aux académies et aux établissements.

Dans le premier degré, l'enquête PIRLS, même si elle doit être mise en regard d'autres études, alerte, et montre que les pays d'égalie économie qui ont investi dans l'Éducation, et qui ont des effectifs par classe moins lourds présentent de meilleurs résultats.

La réponse aux difficultés de nos élèves et aux inégalités ne peut se contenter d'effets d'annonces et ne peut se faire à moyens constants. Or, la mesure CP à 12 semble être l'alpha et l'oméga de la politique éducative et serait ainsi le remède à tous les maux. S'il est important de donner plus à ceux qui ont moins, cela ne saurait se faire au détriment de ceux qui n'ont déjà pas beaucoup, c'est à dire tous les élèves qui sont en difficulté quelle que soit leur classe ou leur école.

Nous avons accueilli positivement votre présentation des indicateurs qualitatifs qui ont complété cette année les moyennes d'école pour les décisions de fermeture ou d'ouverture. Nous souhaiterions avoir un document qui regroupe ces indicateurs pour les écoles du département.

Nous sommes donc surpris de la fermeture des postes PMC, qui sont des dispositifs qui permettent une aide aux élèves et aux équipes dans des secteurs qui ne sont pas en éducation prioritaire. Ces postes relèvent de l'aide qualitative dans des écoles en difficultés, la plupart ont fait leurs preuves. Nous vous demandons de reconsidérer ces fermetures. Les équipes enseignantes concernées ont signé une motion pour demander le maintien de ce dispositif essentiel.

Au niveau qualitatif également, un certain Jean-Michel Blanquer a déclaré le 11 janvier que « *l'école primaire rurale réussit mieux que la moyenne. Sa dimension humaine est au service de l'épanouissement des enfants* ». Or, certaines fermetures de classes en milieu rural vont rendre ce travail particulièrement compliqué ! Comment favoriser les apprentissages dans une classe à 28 élèves allant de la TPS au CM2 ?

Au sujet des ULIS écoles, même si nous constatons l'ouverture de 3 ULIS nous aimerions savoir si notre département bénéficiera d'une dotation provenant des 100 postes indiqués au CTM. Ces derniers n'ont pas été comptabilisés dans la dotation académique. Par ailleurs, les chiffres communiqués en CTA montrent qu'il manque 17 autres ULIS pour accueillir tous les élèves en attente.

Pour mémoire, le SNUipp-FSU vous rappelle ses mandats : tendre vers 20 élèves par classe (comme dans d'autres pays européens qui investissent dans leur système éducatif) et en tout état de cause ne jamais excéder 25 par classe, 20 en REP ou REP+, en classes multi-niveaux et en milieu rural, 15 en TPS-PS. La baisse des effectifs par classe reste la priorité des enseignant-es comme le démontrent les différentes enquêtes menées auprès de la profession.

Pour le SNUipp-FSU, les leviers primordiaux pour traiter de la question des élèves perturbateurs est de baisser les effectifs par classe et d'abonder tous les RASED avec du personnel formé dans toutes les options, notamment l'option G (aide à dominante relationnelle). Nous nous opposons à la fermeture des 4 postes de maître G, présentée comme une régularisation. N'ayant permis quasiment aucun départ en formation G ces dernières années, les postes ne peuvent être pourvus par des PE formés, mais les nouvelles règles du CAPPEI, et de la nomination des personnels spécialisés peuvent permettre de maintenir ces postes.

Le SNUIPP-FSU est inquiet sur le remplacement, même si vous nous annoncez que 99 % des remplacements sont assurés, les remontées du terrain nous disent le contraire.

A la fin de ce CTSD, nous vous redemandons, Monsieur le Directeur académique, de connaître la balance des postes.